



Appel de l'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche à une journée nationale de mobilisation le 11 mars 2025 - Communiqué du 6 mars 2025

Le 11 mars 2025, exigeons un autre budget pour l'enseignement supérieur et la recherche !

Le projet de loi de finances 2025 a été adopté par le Sénat jeudi 6 février 2025, après le recours au 49.3 à l'Assemblée nationale la veille. Alors qu'il manque aujourd'hui 8 milliards pour l'ESR, le budget défendu par le ministre Philippe Baptiste entérine à cette occasion une nouvelle saignée et confirme la gravité de la situation pour les personnels et les étudiant·es de l'ESR.

Ce budget d'austérité s'inscrit dans un contexte de précarisation croissante de l'université, de ses étudiant·es, et de ses personnels. Après des années de sous-financement, les conséquences délétères se concrétisent pour l'ensemble de la communauté de l'ESR et ne feront que s'aggraver : dégradation des conditions de travail et d'études, patrimoine délabré, suppression de filières entières de formation, réduction drastique des capacités d'accueil, annonces de la libéralisation des droits d'inscription, non-remplacement des départs à la retraite, recours massif aux heures complémentaires pour les titulaires, aux contrats courts dans les services et les laboratoires et à des vacataires, heures de vacation et heures complémentaires sous-payées (sous le SMIC horaire), surcharge de travail pour les personnels administratifs et techniques, concurrence entre organismes de recherche et universités, réduction des frais de missions, disparition de pans entiers de recherche, etc.

Dans de telles conditions, les missions fondamentales des universités et des organismes de recherche, la formation et la recherche, sont menacées à très court terme. Le nombre d'avis anormalement défavorables rendus par le Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES) concernant les formations publiques (licences et masters) de la vague E, associé à ce budget d'austérité, est un signal particulièrement inquiétant et pourrait se traduire à terme par la fermeture de nombreuses formations. Par ailleurs, le projet, toujours menaçant, du PDG du CNRS de concentrer les moyens sur quelques "key labs" procède de la même démarche de division pour rendre admissible une réduction des crédits.

Alors que les besoins de la recherche publique face aux défis sociaux, économiques et environnementaux qui se présentent et qu'une formation de qualité pour toutes et tous n'ont jamais été aussi essentiels, que la science et les scientifiques sont menacés par la politique mise en place par le Président D. Trump aux Etats-Unis, mais également plus largement partout dans le monde, nos organisations dénoncent ce budget qui fait fi des besoins de la jeunesse et de la situation financière catastrophique des universités et des organismes de recherche. Elles rappellent également l'urgence d'un financement du CROUS qui permette le développement de l'aide au logement et aux repas pour toutes et tous les étudiant·es et la mise en œuvre de la réforme systémique des bourses attendue.

Face à ces attaques, l'intersyndicale appelle à une riposte massive et unitaire pour obtenir un tout autre budget pour le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle appelle toutes et tous les collègues et toutes et tous les étudiant·es, à une journée nationale de mobilisation, y compris par la grève, le mardi 11 mars, jour de réunion du CNESER budgétaire.

Elle appelle à rejoindre massivement les rassemblements ou les manifestations organisés localement dans le cadre de cette journée et à ne pas pénaliser les étudiant·es mobilisé·es.

A Paris, le rendez-vous pour la manifestation est donné à 12h30 place de la Sorbonne.

Paris, le 6 mars 2025